



Vers un monde sans armes nucléaires ?

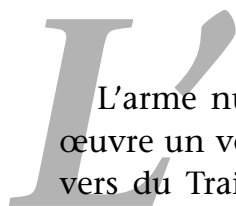
16 janvier 2009

COLLOQUE

organisé par M^{me} Dominique Voynet,
M. Jean Desessard, sénateurs
et l'Observatoire des armements/CDRPC

Palais du Luxembourg (*salle Clemenceau*)
15, rue de Vaugirard, Paris 6^e (France)





L'arme nucléaire est à un tournant. Soit les États nucléaires mettent en œuvre un véritable plan de désarmement comme ils se sont engagés au travers du Traité de non-prolifération. Soit nous irons, au contraire, vers un nouveau blocage lors de la Conférence d'examen du TNP de 2010 et un renforcement de la prolifération nucléaire, tant au niveau de l'augmentation du nombre d'acteurs nucléaires que de la modernisation des arsenaux existants, avec comme conséquence un accroissement de la probabilité d'emploi de l'arme nucléaire...

Qu'on ait été ou non adepte de la dissuasion nucléaire pendant la guerre froide, il faut admettre qu'une analyse rationnelle de l'environnement stratégique actuel et prévisible (évolution des menaces, du terrorisme aux enjeux climatiques, énergétiques, alimentaires, migratoires, etc.) indique que les armes nucléaires représentent — et représenteront — un risque croissant pour la sécurité de leurs détenteurs et en aucun cas un atout ou un outil au service de leur sécurité.

Ce constat n'émane pas uniquement des opposants de toujours à l'arme nucléaire, mais également de responsables politiques que l'on ne peut qualifier de laxistes comme les anciens secrétaires d'État américains Henry Kissinger, George Shultz, William Perry pour qui « *le recours aux armes nucléaires présente des risques toujours plus grands pour une efficacité de plus en plus aléatoire* ».

À l'initiative de nombreuses ONG, deux États — Costa Rica et Malaisie — ont soumis un projet de *Convention internationale interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'emploi des armes nucléaires* lors de l'Assemblée générale des Nations unies de 2007. Plus de 120 États ont voté pour (dont 4 puissances nucléaires : Chine, Inde, Pakistan et Corée du Nord). Un soutien de la France — et de l'Union européenne — à une telle Convention serait un signal fort en faveur d'une véritable politique de désarmement nucléaire.

À l'heure où une timide ouverture s'est faite en France avec le renforcement des pouvoirs de contrôle du Parlement en matière d'interventions militaires extérieures, il serait important que les parlementaires s'impliquent dans ce débat et se portent, d'une part, garant du respect des engagements internationaux contractés par la France, et, d'autre part, s'interrogent sur la pertinence des outils militaires que la France met en œuvre à l'heure où la prochaine loi de programmation militaire est soumise au débat et au vote.

Ce colloque pourrait être un prélude à la mise en place d'un groupe d'étude, conjointement avec l'Assemblée nationale, sur la non-prolifération nucléaire et le désarmement.

Programme

Traduction simultanée français-anglais

9 h 30 à 10 h 10 :

Ouverture des travaux

- Mot de bienvenue par **M. Jean Desessard**, sénateur
- Présentation de la journée par **M. Patrice Bouveret**, président de l'Observatoire des armements
- L'arme nucléaire : un atout pour la sécurité ou un risque ? Quelles mesures peuvent être envisagées pour contrer la prolifération nucléaire ? Message de **M. Hans Blix**, président de WMDC (Commission sur les armes de destruction massive, Suède)

10 h 10 à 12 h : 1^{ère} table ronde

Horizon 2010 : quel avenir pour le TNP ?

Modérateur : **M. Jean Guisnel**, journaliste

- Quels sont les points clés sur lesquels devra s'appuyer la Conférence de révision du Traité de non-prolifération de 2010, pour le renforcement de la non-prolifération et la sécurité internationales ? par **M^{me} Rebecca Johnson**, directrice The Acronym institute for Disarmament Diplomacy
- La pertinence des Traités actuels et les difficultés d'un processus de désarmement (exemple du Traité d'interdiction complète des essais adopté en 1996 et toujours pas entré en vigueur...) par **M. Dominique David**, directeur exécutif de l'IFRI (Institut français des relations internationales)
- Avantages et limites des différents instruments de contrôle de la prolifération nucléaire (Comité Zanger, Groupe des fournisseurs nucléaires, l'arrangement de Wassenaar, contrôle de la technologie des missiles) par **M. Ian Anthony**, directeur de recherches et coordinateur du programme sur la non-prolifération et le contrôle des armements au Sipri (Stockholm International Peace Research Institute)

12 heures à 14 heures : pause repas

14 h à 16 h : 2^{ème} table ronde

Vers une convention pour l'élimination des armes nucléaires

Modérateur : **M. Jean-Dominique Merchet**, journaliste

- Le projet de Convention soumis à l'Assemblée générale des Nations unies : enjeux et perspectives par **M^{me} Roxana Pinto**, ambassadrice du Costa Rica en France
- Quels enseignements tirer du système d'interdiction des armes chimiques et biologiques pour l'élimination des armes nucléaires ? par **M. Jean-Pascal Zanders**, chargé de recherche à l'Institut d'études et de sécurité de l'Union européenne
- Quel rôle pour les citoyens et leurs représentants ? par **M. Pol D'Huyvetter**, directeur du secrétariat international de Mayors for peace

16 h à 18 h : 3^{ème} table ronde

En France, quel débat sur l'arme nucléaire ?

Modérateur : **M. Mycle Schneider**, consultant international en énergie et politique nucléaire

- Quelles initiatives parlementaires pour favoriser le débat en France et développer des mesures concrètes pour le désarmement et la non-prolifération ?

Avec un sénateur représentant de chacun des groupes politiques : Communiste, Rassemblement démocratique et social européen, Socialiste, Union centriste, Union pour un mouvement populaire, Verts.

18 h à 18 h 30 :

Clôture des travaux

- **M. Dominique Lalanne**, président d'Abolition des armes nucléaires

Présentation des intervenants

IAN ANTHONY, docteur, est actuellement directeur de recherche et responsable du programme « Contrôle et non-prolifération des armements » au Sipri (Stockholm International Peace Research Institute). Entre 2000 et 2002, il a été président du Groupe d'études sur le contrôle des exportations et la non-prolifération, dans le cadre du Partenariat de l'Otan pour le « Peace Consortium of Defence Academies and Security Studies Institutes ».

Ian Anthony a obtenu son doctorat de l'Université de Londres. Il est l'auteur de cinq études et a dirigé quatre ouvrages, dont les plus récents sont : *Reforming Nuclear Export Controls: The Future of the Nuclear Suppliers Group* (Oxford University Press, 2007) ; *Reducing Threats at the Source: A European perspective on cooperative threat reduction* (Oxford University Press, 2004) ; *A Future Arms Control Agenda* (Oxford University Press, 2001) ; et *Russia and the Arms Trade* (Oxford University Press, 1998).

POUR EN SAVOIR PLUS : www.sipri.org/

HANS BLIX, docteur, est président de la Commission sur les armes de destruction massive (WMDC) et ancien Inspecteur en chef de l'armement en Irak. Avant de rejoindre le ministère suédois des Affaires étrangères, il était professeur associé en relations internationales à l'Université de Stockholm. Il a servi comme directeur général de l'Agence Internationale de l'énergie atomique (AIEA) à Vienne de 1981 à 1997 et à été président exécutif de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations unies (Cocovinu) de mars 2000 à juin 2003.

POUR EN SAVOIR PLUS : www.wmdcommission.org/

PATRICE BOUVERET est co-fondateur et actuel président de l'Observatoire des armements, créé en 1984 sous le nom de Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits. Il est directeur de publication de *Damoclès* et a coordonné les différentes éditions du rapport annuel *Ventes d'armes de la France*, publié par l'Observatoire des transferts d'armements.

POUR EN SAVOIR PLUS : www.obsarm.org/

DOMINIQUE DAVID, directeur exécutif de *l'Institut français des relations internationales* (Paris) depuis 2006, a dirigé jusqu'en mars 2006 le département des études de sécurité de l'Ifri. Il est aussi rédacteur en chef de la revue *Politique étrangère*.

Dominique David a enseigné dans diverses écoles et universités, en particulier à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr (Coëtquidan), à l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne), à l'université de Marne-la-Vallée, et à l'Institut d'études politiques de Paris.

Spécialiste des questions militaires et stratégiques, Dominique David a consacré l'essentiel de sa carrière au développement de centres de recherche. Chargé de recherches au Centre d'études politiques de défense de l'Université de Paris I de 1978 à 1981, il a été ensuite directeur-adjoint de l'Institut français de polémologie, fondé par Gaston Bouthoul, de 1982 à 1985, puis secrétaire général de la Fondation pour les études de défense nationale (FEDN) entre 1985 et 1991. Il a rejoint l'Ifri en 1992.

Ses recherches et publications touchent aux questions stratégiques en général, et aux problématiques de défense française et européenne. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages et de nombreux études et articles. Son dernier ouvrage, *Sécurité : l'après-New York*, est paru en février 2002 à Paris, aux Presses de Sciences-Po.

Dominique David a été trois ans membre du Comité de lecture de *CNRS-Éditions*, et appartient à divers conseils scientifiques d'instituts de recherche, en France et à l'étranger. Il est depuis 1998 membre du Conseil scientifique de la défense auprès du ministre de la Défense français.

POUR EN SAVOIR PLUS : www.ifri.org/

JEAN DESESSARD est sénateur Vert de Paris depuis 2004, ancien Conseiller de Paris élu dans le 13^e arrondissement. Il est membre du conseil mondial du PNND (Parlementaires pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement). Il est un farouche opposant au lobby du nucléaire, tant du point de vue de l'armement que de la production électrique, et milite depuis plusieurs années pour la transparence de l'information sur le nucléaire. Il a participé en 2007 à la campagne nationale « pour un monde sans guerres et sans armes nucléaires » lancée par le Mouvement de la Paix. En mai 2008, il a visité le Centre d'essai de lancement de missiles (Celm) de Biscarrosse dans les Landes afin de dénoncer l'importance des moyens consacrés à une technologie destinée à détruire des vies alors que la France est signataire du Traité de non-prolifération.

POUR EN SAVOIR PLUS : www.desessard-senateur.org/

POL D'HUYVETTER est directeur du Secrétariat international de la Campagne Vision 2020 des Maires pour la paix, basé à l'Hôtel de Ville d'Ypres (Belgique). Il est également conseiller exécutif à Hiroshima Peace Culture Foundation (Japon).

M. D'Huyvetter travaille sur les questions de désarmement nucléaire depuis 1981, notamment avec International Physicians for the Prevention of Nuclear War (IPPNW), mais aussi en tant que Fondateur et Coordinateur des Amis de la Terre en Belgique et Coordinateur de Abolition 2000 Europe.

Les Maires pour la paix (*Mayors for Peace*), avec 2 635 villes membres dans 134 pays et régions, ont pour vocation de promouvoir le protocole d'Hiroshima-Nagasaki pour l'élimination de toutes les armes nucléaires d'ici à 2020. Pol D'Huyvetter a contribué avec succès au renforcement de son réseau, en développant des initiatives entre les membres.

POUR EN SAVOIR PLUS : www.2020visioncampaign.org/fr/

JEAN GUISNEL est grand reporter, chef de service au magazine *Le Point*, spécialiste des questions de Défense. A participé à la création du quotidien *Libération* dont il a assuré la rubrique « défense » durant plusieurs années. Il est notamment l'auteur de *Services secrets. Les services de renseignements sous François Mitterrand* (avec Bernard Violet, La Découverte, 1988), *Les Généraux. Enquête sur le pouvoir militaire en France* (La Découverte, 1990), *Guerres dans le cyberspace. Services secrets et Internet* (La Découverte, 1995), *Bush contre Saddam. L'Irak, les faucons et la guerre* (La Découverte, 2003), *Histoire secrète de la V^e République* (co-direction avec Roger Faligot, Rémi Kauffer, Renaud Lecadre, François Malye, Martine Orange, Francis Zamponi, La Découverte, 2006). Auditeur de la 38^{ème} session (1989) du Chear (Centre des hautes études de l'armement). Professeur associé à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr et aux écoles de Coëtquidan, chargé du cours d'histoire de la presse (1999-2005).

POUR EN SAVOIR PLUS : www.lepoint.fr/actualites-monde/1648sommaire/

REBECCA E. JOHNSON, docteur, est directrice de Acronym Institute for Disarmament Diplomacy qu'elle a co-fondé en 1995. Elle est responsable de la publication *Disarmament Diplomacy*. Elle est titulaire d'un doctorat de la London School of Economics (LSE), ainsi que d'un master de l'École d'études orientales et africaines (SOAS) de l'Université de Londres. Madame Johnson a été vice-présidente du conseil d'administration du *Bulletin of the Atomic Scientists*, de 2004 à 2006, et consultante auprès de la Commission sur les armes de destruction massive (WMDC), présidé par le D^r Hans Blix. Elle a également siégé au conseil consultatif de plusieurs organisations, comme le Centre for Policy Studies (PIR, Moscow), the Peace Depot (Japan), the UK All Party Parliamentary Group on Global Security and Non-Proliferation, et à l'Oxford Research Group (UK).

Rebecca Johnson possède une vaste expérience en tant que militante, elle est membre de l'International Institute for Strategic Studies (IISS) et de Women in Black. Ses recherches portent principalement sur les armes de destruction massive, l'armement de l'espace et la sécurité internationale. Rebecca Johnson est l'auteure de nombreux articles et rapports sur le système des Nations unies et les accords multilatéraux de désarmement, notamment le TNP et le TICE ; sur la société civile et sur la politique de défense britannique. Elle donne des conférences sur ces sujets à l'ONU et dans d'autres séminaires internationaux.

POUR EN SAVOIR PLUS : www.acronym.org.uk

DOMINIQUE LALANNE est physicien en Physique nucléaire et corpusculaire. Récemment à la retraite, il conserve un rôle d'expertise dans les recherches sur le neutrino. Il a fondé dans les années 1970 le GSIEN (Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire) et depuis les années 1990 il s'est impliqué davantage dans les problèmes de désarmement nucléaire. Membre du Comité de coordination du réseau Abolition 2000, il participe à l'ONU aux sessions du Traité de non-prolifération où les ONG peuvent siéger officiellement pour suivre les travaux et donner leurs points de vue. Il est actuellement président du réseau Abolition 2000-Europe. En contact avec toutes les ONG européennes impliquées dans le désarmement nucléaire, Dominique Lalanne a participé à la rédaction des délibérations du Parlement européen sur le désarmement nucléaire. En France, il est engagé dans de nombreuses associations opposées aux armes nucléaires, il est co-président de l'association Abolition des armes nucléaires/Stop essais, membre du Bureau national du Mouvement de la paix, du Conseil d'administration de la Maison de vigilance de Taverny et de la commission Paix et Désarmement des Verts.

POUR EN SAVOIR PLUS : www.abolition2000europe.org/

JEAN-DOMINIQUE MERCHET, 49 ans, est journaliste à *Libération* depuis 1990. Spécialiste des questions militaires. Animateur du blog Secret Défense sur Libé.fr/. Auditeur de la 49^{ème} session de l'IHEDN (Institut des hautes études de défense nationale, 1996-97). Auteur de *Caroline Aigle* (éditions Jacob Duvernet, 2007) et *Mourir pour l'Afghanistan* (éditions Jacob Duvernet, 2008).

POUR EN SAVOIR PLUS : <http://secretdefense.blogs.liberation.fr/>

ROXANA PINTO LOPEZ, SE, ambassadrice du Costa Rica. Elle a fait ses études supérieures à l'Université du Costa Rica où elle a obtenu une licence en Psychologie en 1989, une maîtrise en Littérature latino-américaine en 2000 ainsi qu'une maîtrise en Diplomatie à l'Institut Manuel Maria Peralta du ministère des Relations extérieures lié à l'Université. Elle commence sa carrière professionnelle comme psychologue avant d'enseigner à l'Université du Costa Rica. Parallèlement à ses activités universitaires, elle a mené de front une carrière de chercheuse, essayiste, poète et narratrice entre 1990 et 2004. Elle a publié plusieurs ouvrages et de nombreux articles dans des journaux et revues spécialisés costariciens ou étrangers. Nommée Ambassadrice du Costa Rica en France, SE M^{me} Roxana Pinto Lopez a présenté ses lettres de créances le 6 juin 2005.

POUR EN SAVOIR PLUS : www.ambassade-costarica.org/

MYCLE SCHNEIDER est consultant international indépendant sur l'énergie et la politique nucléaire, basé à Paris. En 1983, il a créé l'agence d'information sur l'énergie Wise-Paris, qu'il a dirigée jusqu'en 2003. Depuis 1997, il a assuré des missions d'information et de

conseil auprès du ministre de l'Énergie belge, des ministères de l'Environnement français et allemand, de l'Agence internationale de l'énergie atomique, de Greenpeace International, de l'IPPNW (International Physicians for the Prevention of Nuclear War), du WWF, de la Commission européenne, la direction générale de la recherche du Parlement européen, de l'Oxford Research Group, de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Depuis 2007, il est membre du International Panel on Fissile Materials (IPFM), basé à l'Université de Princeton (www.fissilematerials.org). En 2006-2007, il a fait partie d'un consortium de consultants chargé d'analyser l'organisation des fonds de démantèlement et de gestion des déchets pour le compte de la Commission européenne. En 2005, il a conseillé le Committee on Radioactive Waste Management (CoRWM) au Royaume-Uni sur des questions de sécurité nucléaire. Mycle Schneider a été auditionné et a présenté des briefings aux Parlements en Allemagne, Australie, Belgique, Corée du Sud, États-Unis, France, Japon, Royaume-Uni, Suisse et au Parlement européen.

Depuis 2004, Mycle Schneider est chargé de cours dans le cadre du Master international Project Management for Environmental and Energy Engineering à l'École des Mines de Nantes. Il a enseigné ou donné des conférences dans des universités sur trois continents dont la Freie Universität, Berlin (Allemagne), Carlton University, Ottawa (Canada), Tsinghua University (Chine), Ritsumeikan University, Kyoto (Japon).

En 1997, il a reçu avec le Japonais Jinzaburo Takagi, le Right Livelihood Award, connu sous le nom de « Prix Nobel Alternatif ».

POUR EN SAVOIR PLUS : Schneider Mycle, *The Permanent Nth Country Experiment – Nuclear Weapons Proliferation in a Rapidly Changing World*, commissioned by the Greens-EFA Group in the European Parliament, Brussels, March 2007, 42 p.

ÉTUDE DISPONIBLE SUR : <http://www.greens-efa.org/cms/topics/rubrik/6/6659.energy@en.htm/>

DOMINIQUE VOYNET est maire de Montreuil et sénatrice de Seine-Saint-Denis. À ce titre, elle est membre de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat. D'abord médecin anesthésiste à l'hôpital de Dole (39), elle participe à la fondation des Verts en 1984. Ancienne conseillère générale du Jura (1998-2004) et ancienne députée euro-

péenne (1989-1991), elle devient, en 1997, ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement du gouvernement de Lionel Jospin. Elle participe alors très activement aux négociations du protocole de Kyoto, fait voter la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire, fait imposer un moratoire européen sur les OGM et adopte un plan national de lutte contre le changement climatique.

POUR EN SAVOIR PLUS : <http://dominiquevoynet.net/2/>

JEAN-PASCAL ZANDERS, docteur (Belgique) est depuis juin 2008 chargé de recherches à l'Institut d'études et de sécurité de l'Union européenne (*European Union Institute for Security Studies*), à Paris. Ses domaines de recherche couvrent les questions d'armement, de désarmement et de non-prolifération des armes chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, ainsi que la politique spatiale.

Il a été chef de projet du *Chemical and Biological Warfare Project* au Sipri (Stockholm International Peace Research Institute) d'octobre 1996 à août 2003, et directeur du Bioweapons Prevention Project (BWPP) à Genève, entre avril 2003 et mai 2006.

Il est titulaire de maîtrises en Philologie germanique-linguistique (1980) et en Sciences politiques (1992) et d'un doctorat en Sciences politiques (1996) de l'Université Libre de Bruxelles.

Depuis 1986, Il a publié de nombreux ouvrages sur les armes biologiques et chimiques en anglais, en néerlandais et en français. Il a également co-écrit, avec Kathryn Nixdorff, « Enforcing Non-proliferation: The European Union and the 2006 BTWC Review Conference », *Chaillot Paper* n° 93, EU Institute for Security Studies (November 2006, 133 p.).

Dernièrement, il publié « Research policies, biological weapon development and disarmament », in Emilio Mordini (ed.), *Ethics and Health in the Global Village: Bioethics, Globalization and Human Rights* (CIC Edizioni Internazionali: Rome, 2009, pp. 22- 305).

Il effectue actuellement des recherches sur la dynamique interne d'une entité terroriste ou criminelle cherchant à acquérir un produit chimique ou biologique, et prépare un projet sur l'avenir de la Convention sur les armes biologiques et chimiques après la septième Conférence d'examen de 2011.

POUR EN SAVOIR PLUS : www.iss.europa.eu/

État des puissances nucléaires en 2008

	ARMES NUCLÉAIRES		TOTAL
	STRATÉGIQUES	TACTIQUES	
États-Unis	3 575	500	4 075 ¹
Russie	3 113	2 076	5 189
France	348	—	348
Royaume-Uni	185	—	185
Chine	161	15	176
Israël			80
Inde			60/70
Pakistan			60
Total			± 10 183

SOURCE : Sipri, Yearbook 2008, Sipri/Oxford University Press, 2008

NOTES

- Soixante-quatre ans après les destructions des villes d'Hiroshima et de Nagasaki par deux bombes nucléaires, le monde compte officiellement ou officieusement neuf puissances nucléaires militaires, disposant d'environ 10 183 têtes nucléaires opérationnelles.
- 91 % des armes nucléaires appartiennent à seulement deux États : les États-Unis et la Russie.
- Les cinq puissances nucléaires officiellement reconnues par le Traité de non-prolifération — États-Unis, Russie, Royaume-Uni, France et Chine — poursuivent une politique de modernisation de leurs arsenaux.
- La Corée du Nord a annoncé en 2005 avoir développé un programme d'armement nucléaire et a procédé à un essai en 2006, mais il n'existe pas d'informations sûres permettant de vérifier qu'elle dispose de capacités nucléaires militaires.
- Enfin au stock d'armes nucléaires recensé dans le tableau ci-dessus, il faut rajouter les têtes nucléaires non déployées ou en attente de démantèlement. Soit selon le Sipri 5 300 têtes pour les États-Unis et 8 800 pour la Russie...

Arsenal nucléaire français : moins de 300 ogives nucléaires

• La Force océanique stratégique (Fost) concentre 85 % de la dissuasion française : +/- 240

- 4 SNLE-NG (sous-marin nucléaire lance engins-nouvelle génération) : *Le Triomphant*, *Le Téméraire*, *Le Vigilant*, *Le Terrible*. Il faut noter qu'actuellement la Fost ne dispose que de trois SNLE-NG, *Le Terrible* ne sera opérationnel que fin 2010 avec les nouveaux missiles M-51.1
- 6 SNA (sous-marin nucléaire d'attaque), classe *Rubis* : *Rubis*, *Saphir*, *Casabianca*, *Emeraude*, *Amethyste*, *Perle*. Demain 6 (ou 4) SNA classe *Barracuda* (à partir de 2017).
- Trois lots de 16 missiles M45. Le premier lot de M51.1 (portée 9 000 kilomètres) sera disponible en 2010.
- 240 têtes nucléaires TN75 (100/150 kt). Ce nombre s'explique par la diminution du nombre d'ogives nucléaires dans les missiles. Ceux-ci pouvant être équipés dorénavant de 1 à 6 ogives.

• La Force aérienne stratégique (Fas) : +/-50

- Le 21 mars 2008, le président Sarkozy a annoncé la « diminution d'un tiers du nombre d'armes nucléaires, de missiles, et d'avions » pour la composante aéroportée. C'est en cours.
- 40 bombardiers : 1 escadron de *Mirage 2000-N* et 1 escadron de *Mirage 2000-N K3* (dès octobre 2009). L'escadron de *Rafale F3* capable d'utiliser l'ASMP-A sera opérationnel normalement en 2010.
- 10 Super Étendard modernisés ;
- 50 ASMP (missile) air-sol moyenne portée ;
- Un programme de modernisation est en cours : en 2008 a eu lieu le onzième tir d'essai de l'ASMP-A (-A pour amélioré). Il devrait être déployé à partir de la fin de 2009.
- Les ogives TN81 (300 Kt) seront remplacées en 2009 par les TNA (300 kt).
- Selon les rapports annuels 2006 et 2007 du CEA (Commissariat à l'énergie atomique) : La TNA « sera la première tête nucléaire au monde dont la sécurité et la fiabilité de fonctionnement auront été démontrées sans essais nucléaires, à l'aide du programme Simulation » Sa fabrication a débuté en 2007.

Observatoire des armements

Lettre adressée par Nicolas Sarkozy au nom de la Présidence française de l'Union européenne au secrétaire général des Nations unies le 5 décembre 2008

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Paris, le 5 décembre 2008

Monsieur le Secrétaire général,

Les Nations Unies ont un rôle important à jouer dans le débat sur le désarmement. L'Europe souhaite y prendre pleinement part. C'est pourquoi j'ai souhaité attirer votre attention sur les propositions que l'Union européenne vient de présenter cette année aux Nations unies.

Je l'ai dit le 23 septembre dernier devant l'Assemblée générale des Nations unies, l'Europe veut agir pour la paix. C'est vrai en matière de lutte contre le terrorisme, de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, de gestion des crises.

C'est vrai aussi en matière de désarmement, notamment nucléaire. L'Europe est particulièrement concernée, avec deux de ses États membres dotés d'armes nucléaires. L'Europe a déjà beaucoup fait pour le désarmement. Consciente que sa sécurité bénéficie également de la poursuite des efforts globaux de désarmement, l'Europe est prête à faire davantage ; notre ambition porte sur toutes les dimensions du désarmement, car nous sommes convaincus de la nécessité d'œuvrer pour le désarmement général. Dans ce domaine comme dans les autres, l'Europe veut agir en étant guidée par la perspective politique et stratégique d'ensemble.

Le régime international de non-prolifération connaîtra en 2010 une échéance majeure, avec la tenue de la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Nous devons saisir cette occasion pour progresser vers un monde plus sûr, permettant de remplir tous les objectifs fixés par le TNP, qu'il s'agisse de non-prolifération, de désarmement ou de l'accès aux usages pacifiques de l'énergie nucléaire. En ce qui concerne le désarmement, l'Europe a souhaité dès cette année proposer une direction claire, en présentant lors de l'Assemblée générale des Nations unies des initiatives concrètes et réalistes :

- la ratification universelle du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et l'achèvement de son régime de vérification, ainsi que le démantèlement, dès que possible, de toutes les installations d'essais nucléaires, de manière transparente et ouverte à la communauté internationale ;
- l'ouverture sans délai et sans pré-conditions de la négociation d'un traité d'interdiction de la production de matières fissiles pour les armes nucléaires, ainsi que la mise en place d'un moratoire immédiat sur la production de ces matières ;
- la mise au point par les puissances nucléaires de mesures de confiance et de transparence ;
- des progrès supplémentaires dans les discussions en cours entre les États-Unis et la Russie sur le développement d'un arrangement juridiquement contraignant post-Start, ainsi qu'une réduction globale du stock mondial d'armes nucléaires conformément à l'article VI du TNP, en particulier par les États qui possèdent les plus larges arsenaux ;
- la prise en compte des armes nucléaires tactiques, par les États qui en possèdent, dans les processus globaux de maîtrise des armements et de désarmement, en vue de leur réduction et de leur élimination ;
- l'ouverture de consultations sur un traité interdisant les missiles sol-sol de portées courte et intermédiaire ;
- l'adhésion et la mise en œuvre par tous du Code de conduite de La Haye ;
- au-delà, une mobilisation dans tous les autres domaines du désarmement.

Avancer sur la voie du désarmement implique que la volonté de progresser soit unanimement partagée. La non-prolifération, le désarmement et la maîtrise des armements, de même que la confiance, la transparence et la réciprocité, constituent des éléments indispensables à la sécurité collective.

J'espère que la communauté internationale rejoindra l'Union européenne pour soutenir et réaliser ce plan d'action ; il s'agit là d'un programme ambitieux et véritablement susceptible de nous faire progresser concrètement dans la voie du désarmement.

L'Europe compte sur votre soutien. Je forme donc le vœu que vous puissiez relayer auprès de la communauté internationale, en particulier au sein des Nations Unies, cette initiative en faveur d'un monde plus sûr.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'expression de ma très haute considération.

Nicolas SARKOZY

***Son Excellence Monsieur Ban Ki-Moon
Secrétaire général des Nations unies***

Vers un monde sans armes nucléaires

Traduction par nos soins d'un article de **George P. Shultz, William J. Perry, Henry A. Kissinger et Sam Nunn** publié le 15 janvier 2008 dans le **Wall Street Journal**.

TEXTE ORIGINAL EN ANGLAIS SUR : <http://www.hoover.org/pubaffairs/dailyreport/archive/13796412.html>

La prolifération accélérée des armes nucléaires, des connaissances sur leurs composantes et les détails de leur fabrication nous amène à un tournant crucial. Nous sommes face à une réelle possibilité de voir ces armes, les plus meurtrières jamais inventées, tomber entre des mains dangereuses. Les mesures prises jusqu'alors ne sont pas à la hauteur de ce danger. Avec des armes nucléaires, de plus en plus accessibles, la « dissuasion » est de moins en moins efficace et de plus en plus incertaine.

Dans un article paru il y a un an dans ce journal, nous avons appelé à un effort mondial pour réduire la confiance en ces armes, pour empêcher qu'elles ne tombent entre des mains irresponsables, et en finir avec cette menace qui pèse sur le monde. Au cours de cette année, l'intérêt, l'ampleur de la prise en compte politique pour répondre à ces enjeux ont été extraordinaires, avec des réactions très positives du monde entier.

Mikhaïl Gorbatchev, en tant que signataire des premiers traités sur une réelle réduction des armes nucléaires, écrivait en janvier 2007 qu'il était de son devoir de soutenir notre appel pour une action urgente : « *Il devient de plus en plus clair, que les armes nucléaires ne sont plus un moyen d'assurer la sécurité ; en fait, au fil des années, elles rendent notre sécurité plus incertaine.* »

En juin, la secrétaire du ministère des Affaires étrangères britanniques, Margaret Beckett, apportait le soutien de son gouvernement en déclarant que « *ce dont nous avons besoin, c'est, à la fois, d'une vision : un monde débarrassé de ses armes nucléaires ; et d'une action : des étapes progressives réduisant le nombre des têtes nucléaires et limitant le rôle de ces armes dans les politiques de sécurité. Ces deux approches sont différentes, mais elles se renforcent mutuellement. Elles sont toutes deux nécessaires, mais sont trop faibles aujourd'hui.* »

Nous avons aussi été encouragés par les recommandations et le soutien d'anciens responsables politiques des États-Unis, ayant une large expérience comme secrétaires d'État à la Défense ou conseillers à la sécurité intérieure, comme Madeleine Albright, Richard V. Allen, James A. Baker III, Samuel R. Berger, Zbigniew Brzezinski, Franck Carlucci, Warren Christopher, William Cohen, Lawrence Eagleberger, Melvin Laird, Anthony Lake, Robert McFarlane, Robert McNamara, et Colin Powell.

Ces réactions nous ont amenés à organiser, en octobre 2007, une conférence à la Stanford University's Hoover Institution, réunissant des membres des six dernières administrations américaines et des experts des questions nucléaires. Tous se sont accordés sur l'objectif important d'un monde sans armes nucléaires, comme devant guidé notre réflexion sur les politiques nucléaires, et sur l'importance de procéder par étapes pour s'éloigner du précipice nucléaire.

Les États-Unis et la Russie qui possèdent près de 95 % des têtes nucléaires dans le monde, ont une responsabilité particulière, l'expérience et le devoir de montrer la voie, mais d'autres nations doivent se joindre à eux.

Quelques progrès ont été accomplis, telle que la réduction, en cours, du nombre de têtes nucléaires déployées sur les bombardiers et les missiles stratégiques ou de longues portées.

À court terme, d'autres mesures que les États-Unis et la Russie pourraient prendre dès début 2008, peuvent limiter les risques nucléaires :

- *Extension des mesures-clés du Traité de réduction sur les armes nucléaires stratégiques de 1991.* On sait combien il est essentiel de vérifier l'application de ces mesures. Ce traité sera caduc le 5 décembre 2009. Ses principales modalités, notamment les contrôles et vérifications prévus, devraient être prolongées, de même que les mesures additionnelles prévues par le Traité de Moscou de 2002 de réductions des armes offensives stratégiques devraient être appliquées le plus tôt possible.

- *Augmenter progressivement les délais d'avertissement et de décision pour le lancement des missiles balistiques, ce qui réduira les risques d'attaques accidentelles ou non autorisées.* Il est inutile et dangereux, dans le contexte actuel, de compter sur des procédures de lancement qui ne donnent pas aux autorités de contrôle un délai suffisant pour prendre des décisions prudentes. De plus, les progrès de la guerre « technologique » créent de nouvelles menaces qui pourraient avoir des conséquences désastreuses si les systèmes de contrôle et de commande de n'importe quel État nucléaire étaient piraté par des hackers hostiles ou mal intentionnés. D'autres mesures pourraient être prises en temps utile, au fur et à mesure que la confiance s'accroît entre la Russie et les États-Unis, en introduisant des limites concrètes, acceptables et vérifiables par les deux parties, dans le système de contrôle et de commande.

- *Éliminer tout projet d'attaques massives qui persistent depuis l'époque de la guerre froide.* Penser la dissuasion comme une « Destruction mutuelle assurée » (MAD) est une politique obsolète dans le monde actuel, où les États-Unis et la Russie se sont déclarés alliés contre le terrorisme et ne se perçoivent plus l'un, l'autre comme des ennemis.

- *Entreprendre des négociations pour développer une coopération multilatérale de défense anti-missiles balistiques par un système de surveillance et d'alerte, comme proposé par les présidents Bush et Poutine lors d'un sommet à Moscou en 2002.* Celle-ci devrait inclure un accord sur des projets permettant de contrer des menaces venant du Moyen Orient et dirigées contre l'Europe, la Russie et les États-Unis, ainsi que l'installation d'un Centre d'échanges de données basé à Moscou. Réduire des tensions par une défense anti-missiles accroîtra les chances de progresser dans le large éventail des problèmes nucléaires, ce qui est essentielle pour notre sécurité. En cas d'échec, une coopération élargie à d'autres pays serait plus difficile.

- *Accélérer les travaux permettant une sécurisation maximale des armes nucléaires et des matières fissiles partout dans le monde, pour empêcher des terroristes d'acquies de telles bombes.* Plus de 40 pays détiennent les matériaux nécessaires à

la fabrication de la bombe, et des rapports récents font mention de trafics de tels matériaux en Europe de l'Est et dans le Caucase. Les États-Unis, la Russie et d'autres pays, ayant participé au programme Nunn-Lugar, en coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), devraient jouer un rôle primordial pour la mise en œuvre de la Résolution 1540 du Conseil de Sécurité, destinée à améliorer la sécurité nucléaire — en mettant à disposition des États des experts pouvant les aider à respecter leurs obligations.

Le gouverneur Arnold Schwarzenegger a déclaré à notre conférence d'octobre : « *Des erreurs sont faites dans toutes entreprises humaines ; pourquoi les armes nucléaires en seraient elles exemptes ?* » Pour illustrer le point de vue du gouverneur, un exercice a eu lieu les 29-30 août 2007 : un avion de l'US Air Force a été chargé de six missiles de croisière dotés de têtes nucléaires. Il a survolé le pays, puis les six missiles ont été déchargés. Pendant 36 heures, personne n'a su où étaient les têtes, ni même qu'elles étaient manquantes.

- *Entamer le dialogue, au sein de l'Otan et avec la Russie, sur le contrôle des armes nucléaires prévues pour être déployées en première ligne, de façon à accroître leur sécurité, en considérant cela comme une première étape vers leur comptage et leur élimination à terme.* Ces armes nucléaires plus petites et plus mobiles sont très convoitées par des groupes terroristes

- *Renforcer le contrôle du respect du Traité de non-prolifération (TNP), afin d'empêcher une dissémination mondiale de technologies avancées.* Il est urgent de suivre cette voie, et cela ne peut être obtenu qu'en exigeant l'application des clauses comprises dans les protocoles additionnels fixés par l'AIEA à tous les signataires du TNP.

- *Adopter un processus permettant l'application du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (Tice), ce qui renforcerait le TNP et faciliterait le contrôle international des activités nucléaires.* Ceci demanderait une évaluation conjointe de ces deux traités, premièrement pour examiner les améliorations apportées ces dix dernières années au système de contrôle international permettant d'identifier et de localiser des explosions souterraines en violation du Tice ; et deuxièmement, estimer les progrès techniques réalisés durant la dernière décennie pour maintenir la sécurité et l'efficacité de l'arsenal nucléaire du pays sans procéder à des essais. L'organisation du Tice met en place de nouvelles stations de contrôle permettant de détecter des tests nucléaires — un effort que les États-Unis devraient soutenir de manière urgente, avant même toute ratification.

Parallèlement à ces étapes que devraient franchir les États-Unis et la Russie, le dialogue devrait s'élargir à d'autres nations, nucléaires ou non.

L'un des enjeux primordial est que l'objectif d'un monde sans armes nucléaires devienne une réalité dans tous les pays, par une réelle volonté politique, nécessaire pour fonder un consensus international sur les priorités à suivre. Le gouvernement norvégien organisera en février une conférence qui contribuera à ce processus.

Un autre enjeu consistera à développer un système international permettant de gérer les risques liés au cycle du combustible nucléaire. Avec un intérêt mondial grandissant pour l'énergie nucléaire, et la prolifération potentielle des capacités d'enrichissement qui peut en découler, la mise en place d'un programme international par les États nucléaires les plus avancés et une AIEA renforcée, est nécessaire. Son objectif serait de fournir des approvision-

nements fiables en combustible nucléaire, des réserves d'uranium enrichi, une assistance pour l'infrastructure, ainsi que le financement et le traitement des déchets — de façon à s'assurer que les moyens de fabrication ne soient répandus dans le monde entier.

Il devrait aussi y avoir un accord pour réduire substantiellement les forces nucléaires des États-Unis et de la Russie, bien en dessous des niveaux prévus dans le Traité russo-américain de réduction des offensives stratégiques. Au fur et à mesure que cette réduction se poursuivra, d'autres pays seront peu à peu impliqués aussi.

La maxime du président Reagan, « *ayez confiance, mais vérifiez* », devrait être réaffirmée. Mettre au point un traité vérifiable pour empêcher les nations de produire du matériel nucléaire pour la fabrication d'armes devrait contribuer à une plus grande rigueur dans la comptabilité et la sécurisation des matériaux.

Nous devons également construire un consensus international sur les moyens de dissuader toutes tentatives cachées de contourner les accords existants, ou même d'y faire face.

Les progrès seront facilités par une déclaration claire et un objectif final. C'est certainement la seule façon de retrouver une confiance dans la coopération internationale aujourd'hui. Sans viser l'objectif zéro arme nucléaire, on ne parviendra pas à l'essentielle : une coopération nécessaire pour stopper cette spirale qui nous tire vers le bas.

Par certains côtés, l'objectif d'un monde sans armes nucléaires est similaire au sommet d'une très haute montagne. Dans notre monde sous tension, nous ne pouvons même pas apercevoir ce sommet, et il est donc tentant de dire que nous ne pourrions pas l'atteindre. Mais les risques encourus par le refus de grimper sur la montagne ou de ne pas bouger sont trop réels pour être ignorés. Nous devons établir un itinéraire, pour aller plus haut, là où le sommet de la montagne sera enfin visible.

M. Shultz a été secrétaire d'État de 1982 à 1989

M. Perry a été ministre de la Défense de 1994 à 1997

M. Kissinger a été secrétaire d'État de 1973 à 1977

M. Nunn a été président de la Commission des forces armées au Sénat.



OBSERVATOIRE DES ARMEMENTS

CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE RECHERCHE SUR LA PAIX ET LES CONFLITS

L' Observatoire des armements créé en 1984 sous le nom de Centre de Documentation et de Recherche sur la Paix et les Conflits (CDRPC) est un centre d'expertise et d'information indépendant.

Son objectif est de favoriser la politique de transparence et de contrôle démocratique sur les activités militaires de la France et de l'Europe dans la perspective d'une **démilitarisation progressive**.

L'Observatoire est devenu un interlocuteur incontournable — pour la société civile, les médias et les responsables politiques — sur les questions de sécurité et de désarmement.

L'Observatoire est **animé par une équipe de salariés et de bénévoles** (journaliste, chercheur, documentaliste, secrétariat) et un conseil d'administration.

La **documentation** du Centre, tenue à jour depuis plus de vingt ans, comprend plusieurs milliers d'ouvrages français et étrangers, des collections de revues spécialisées, des études d'organismes internationaux, des banques de données, des dossiers thématiques comportant des coupures de presse, des documents parlementaires, des rapports techniques, etc.

Pour **garantir son indépendance**, l'Observatoire des armements assure une partie de son financement par ses services et par la vente de ses publications. Il reçoit également le soutien de nombreux donateurs.

L'Observatoire publie régulièrement des études ainsi que *Damoclès*, lettre mensuelle d'actualité et d'analyse pour décrypter les enjeux de l'armement nucléaire et de ses conséquences, des transferts d'armements, de la prolifération nucléaire, des conflits, et l'implication de la France dans ces domaines.



L'Observatoire des armements met à votre disposition un certain nombre d'outils pour la diffusion de l'information, l'animation de débats et la formation : études, dossiers de presse, conférences, articles, bibliographies, fiches techniques, etc. Il a besoin de votre soutien pour continuer son action.

Deux axes prioritaires

L'industrie et les transferts d'armements

Recherche sur l'industrie d'armement, les exportations d'armes, les intermédiaires, les mines antipersonnel, les sous-munitions, etc., de la France et de l'Union européenne pour une plus grande transparence.

Les armes nucléaires et leurs conséquences

Travaux de recherche dans la perspective de l'élimination des armes nucléaires conformément au TNP (Traité de non-prolifération) ; actions pour la reconnaissance des conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires français.

Le site Internet, **www.observatoire-des-armements.org**, permet de trouver des dossiers d'actualité et des données complètes sur le commerce des armes, le nucléaire militaire, les mines antipersonnel, l'actualité des conflits et les actions pour la paix...

OBSERVATOIRE DES ARMEMENTS / CDRPC

187, montée de Choulans - F-69005 Lyon • Tél : +33 (0)4 78 36 93 03 • Fax : +33 (0)4 78 36 36 83 • courriel : cdrpc@obsarm.org
site Internet : www.observatoire-des-armements.org • Banque postale : Observatoire des armements, 3305 96 S Lyon • Association loi 1901

Sommaire

Introduction	2
Programme	3
Présentation des intervenants	4
État de puissances nucléaires en 2008	7
Arsenal nucléaire français	7
<u>DOCUMENT</u> : Lettre du président Nicolas Sarkozy au secrétaire général de l'ONU (5 décembre 2008)	8
<u>DOCUMENT</u> : « Vers un monde sans armes nucléaires », de G. Schultz, J. Perry, H. Kissinger et S. Nunn, article paru dans le <i>Wall Street Journal</i> du 15 janvier 2008	9
Présentation de l'Observatoire des armements	11